

SNES Créteil Info - [www.creteil.snes.edu](http://www.creteil.snes.edu) - Tél. : 01.41.24.80.54 - 3 rue Guy de Gouyon du Verger - 94112 Arcueil cx  
twitter : SNES/FSU CRETEIL@SnesFsuCreteil

# Le 5 décembre, toutes et tous mobilisé-e-s !



## édito

La fébrilité avec laquelle le gouvernement détourne l'attention des sujets brûlants montre bien l'importance d'un mouvement d'ampleur le 5 décembre. Il faut réunir en une journée de mobilisation massivement suivie des mouvements jusqu'ici catégoriels. En effet, la réforme des retraites, prônée par le rapport Delevoye, entraînera une baisse conséquente des revenus de tou-te-s les retraité-e-s et pas seulement de ceux/celles sous régimes spéciaux, y compris des retraité-e-s actuel-le-s.

Les attaques répétées dans de multiples domaines doivent aussi nous alerter sur la dureté de ce gouvernement qui poursuit son chemin :

- La mise en place de la réforme de l'assurance chômage va toucher 1,3 million de chômeur-se-s, soit en réduisant le montant de leurs indemnités, soit en les supprimant. De ce fait, la pauvreté étant déjà en augmentation depuis l'an dernier ne pourra que s'accroître, même si on supprime l'observatoire de la pauvreté. Les associations caritatives en font déjà le constat.
- Une nouvelle loi sur l'immigration introduisant une notion floue de quotas et surtout privant de CMU pendant trois mois les nouveaux et nouvelles arrivant-e-s tend à stigmatiser ceux/celles-ci et risque de poser des problèmes de santé publique redoutés par les épidémiologistes.
- La révision de la loi sur les zones prioritaires va réduire les moyens encore une fois dans des quartiers défavorisés, tandis que M. Blanquer péroré sur la prétendue amélioration des résultats des élèves de CP-CE1, qu'il attribue évidemment à sa politique.
- Le PLFSS (*Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale*) est très insuffisant pour éviter la dégradation continue de la situation des hôpitaux et en particulier des urgences, y compris pédiatriques.

Il oppose par ailleurs, comme nous y sommes maintenant habitué-e-s, les retraité-e-s « aisé-e-s » et les autres en n'indexant sur les prix que les pensions en-dessous de 2 000 €.

La tentative de détourner l'attention en commettant une loi sur le port du voile a tourné court, mais a permis d'occuper l'espace médiatique et d'occulter les problèmes réels. Ne nous y trompons pas : même réussie, la journée de mobilisation du 5 décembre ne sera pas un aboutissement. Il faudra élaborer des stratégies de longue haleine pour faire reculer le gouvernement.

Préparons-nous à un hiver agité et faisons tout pour rejoindre la **manifestation parisienne, à pied, à cheval, à vélo... ou en trottinette.**

**Martine STEMPER**

pour le collectif des retraité-e-s du SNES-FSU de l'académie de Créteil

## calendrier

**jeudi 5 décembre**

**grande journée de mobilisation**

*intersyndicale et interprofessionnelle*

**contre le projet de réforme des retraites.**

**Rendez-vous à 14h00 gare de l'Est,  
en direction de Nation.**

**RAPPEL** : Si ce n'est déjà fait, pensez à **renouveler votre adhésion** avant la fin de l'année, afin de bénéficier de la réduction d'impôts.  
**Rester syndiqué-e-s, c'est rester informé-e-s !**



## Plus de 70 personnes réunies le 17 octobre à la Maison des Syndicats de Créteil sur le thème Perte d'autonomie : comment répondre aux besoins en Val-de-Marne et sur tout le territoire ?



En mars 2019, Agnès Buzyn, ministre de la santé, annonce une « grande loi » sur la dépendance pour la fin de l'année. Dominique Libault présente un rapport sur le grand âge. Myriam El Khomri est missionnée sur les métiers du grand âge.

L'intersyndicale du Val-de-Marne, CGT, FGR, FO, FSU et Solidaires, a jugé nécessaire de mener le débat sur le contenu de cette loi et notamment sur l'enjeu que représente le financement de la perte d'autonomie. Lors de cette réunion-débat a été présenté un état des lieux (cf. diaporama sur le site du SNES)<sup>1</sup>.

Il apparaît nettement que la prise en charge de la perte d'autonomie constitue un défi mais est loin d'être le tsunami annoncé.

La population en perte d'autonomie ne représente que 1,2 % de la population et 8,75 % des plus de 65 ans. Par contre, la France dépense peu pour la perte d'autonomie : 1,4 % du PIB, soit un point de moins que la Suède par exemple. Le dispositif mis en place aujourd'hui (structures, domicile et personnels) est très insuffisant au regard des besoins. En ce qui concerne les prestations sociales, si l'APA a été une avancée, il existe des inégalités criantes entre les départements.

Les personnes âgées choisissent en priorité le domicile. Cela implique l'adaptation des lieux de vie et une prise en charge de qualité avec des personnels bien formés, bien payés et avec des conditions de travail respectueuses des aides à domicile et des usager-e-s.

C'est loin d'être le cas. Pour ce qui concerne les établissements (EHPAD), le nombre de places et de personnels est insuffisant avec un taux d'encadrement, en moyenne en France et dans le Val-de-Marne, de 0,6 personnel pour 1 résident-e alors que celui de l'Allemagne est de 1,2. La question cruciale reste le tarif pratiqué en France au regard du montant des retraites : il est le plus élevé d'Europe. Le reste à charge pour l'usager-e et sa famille représente en moyenne 1756 euros<sup>2</sup>. En Val-de-Marne, le tarif s'échelonne entre 1830 et 4560 euros. Alors qu'en France, les EHPAD publics représentent la majorité des établissements (51%), ce n'est pas le cas ni dans le Val-de-Marne (32%) ni en Île-de-France (22%).

Le privé lucratif représente respectivement 23%, 27% et 46% !



Les acteurs et actrices de l'Aide à domicile et des établissements du Val-de-Marne ont témoigné de leur expérience quotidienne :

- Un représentant de l'AD-AP<sup>3</sup> met beaucoup d'espoir dans la loi Autonomie et constate que la mobilisation des personnels depuis 2018 a permis d'en faire un sujet prioritaire. Il a insisté sur le fait que la société est discriminante et culpabilisatrice en ce qui concerne le coût que représentent les personnes âgées.
- Des personnels de l'aide à domicile ont dit leur souffrance et leur malaise au travail alors que ce métier avec des conditions de travail et de salaires améliorés est épanouissant au niveau humain. Elles dénoncent l'amplitude horaire (12h), la réduction de leur travail à une fonction de femme de ménage...
- Des représentant-e-s syndicaux/cales des EHPAD (FO, CGT) dénoncent aussi la distorsion entre le travail prescrit et le travail réel, les salaires (1200 euros pour un service 7j/7, 365 jours par an) le glissement des tâches de l'infirmier-ère à l'aide-soignant-e qui assure la distribution des médicaments par exemple, le turn-over et la pénurie de personnels, l'absence de promotion...

A la suite, a été présenté le rapport Libault, ses avancées et ses limites notamment en termes de financement et les propositions du Groupe des 9<sup>4</sup> sur le sujet, notamment sur la revendication du 100% sécurité sociale car la perte d'autonomie résulte d'une maladie, d'un accident ou d'un handicap et à ce titre doit être pris en compte par l'assurance maladie. Une discussion a eu lieu pendant une heure avec la salle.

En conclusion, Odette Terrade (CGT) au nom de l'intersyndicale, a rappelé les dernières mobilisations unitaires notamment le 8 octobre et ouvert des perspectives pour les retraité-e-s le 21 novembre mais aussi avec les actifs et actives le 14 novembre pour la défense de l'hôpital et le 5 décembre contre la réforme des retraites. Elle s'est félicitée de cette initiative et a proposé de se retrouver de nouveau au début de l'année 2020 sur la question du régime des retraites.

*Dominique BALDUCCI*



1 <https://creteil.snes.edu/-Les-retraite-e-s-.html>

2 Etude de la DRESS en 2016

3 Association des Directeurs au service des Personnes Agées

4 <https://www.snes.edu/contribution-au-HCA.html>

# Que cache cet « ERASMUS DE LA RELIGION ? »<sup>1</sup>



Le 6 septembre 2019, Federica MOGHERINI, haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité<sup>2</sup>, a initié une rencontre avec

150 représentant-e-s de la société civile, de gouvernements, d'ONG et d'institutions religieuses. Au nom de l'UE, elle a annoncé le lancement d'un programme intitulé **GLOBAL EXCHANGE ON RELIGION IN SOCIETY** (ECHANGE MONDIAL SUR LA RELIGION DANS LA SOCIÉTÉ), qui devrait être opérationnel début 2020 : selon ses mots, « une sorte d'Erasmus destiné aux membres de la société civile qui travaillent sur le lien entre foi et vivre ensemble »<sup>3</sup>. On connaît le programme d'échanges universitaires ERASMUS qui, depuis une trentaine d'années, permet à des étudiant-e-s d'effectuer un séjour d'études et de recherches dans un autre pays européen que le leur. En quoi consiste donc la spécificité de ce projet ?

Federica MOGHERINI le dit clairement : il s'agit de surmonter les différences et de mettre en place la **coexistence** entre tou-te-s. Pour y parvenir, ajoute-t-elle, « la religion doit faire partie de la solution. En réalité je crois qu'en de nombreux pays dans le monde, **la religion est déjà partie intégrante de la solution** (souligné par moi) ». Elle évoque plus précisément sa propre expérience il y a trois ans : une réunion à Djakarta, en Indonésie, de membres de la société civile et de communautés religieuses soucieux/ses de donner à chacun-e une place - quelle que soit son appartenance ethnique ou sa religion. Précisons que cette conception s'inscrit dans le cadre de la philosophie de l'État indonésien, proclamée en 1945 et intégrée à la constitution, celle du **PANCASILA** ou cinq principes, dont celui de **la croyance en un dieu unique**. La religion (six sont officiellement reconnues) concourt à la démocratie<sup>4</sup>.

Pour mieux formuler son projet, F. MOGHERINI a eu recours à une ONG britannique, LOKAHI, dont les travaux, financés par l'UE (Foreign Policy Instrument), ont donné lieu à deux rapports : 1. Construire une plateforme internationale d'échanges de l'UE sur la religion et l'inclusion sociale ; 2. Islam, diversité et contexte. Le leitmotiv apparent dans ces deux rapports porte sur « le rôle vital et important des religions dans le monde », la définition « d'un nouveau paradigme d'engagement avec la religion dans l'UE », le fait de « laisser aux religions le soin de collaborer avec les pouvoirs publics pour trouver des solutions pratiques aux problèmes majeurs, globaux et d'intérêt commun » et « d'ajouter un engagement religieux ou un composant religieux à un travail traitant de problèmes qui ne sont pas explicitement religieux (par exemple, la santé publique, le combat contre la corruption, la dégradation environnementale, l'emploi) ».

En ce qui concerne l'Islam, « faire de l'Europe un endroit dans lequel les musulman-e-s peuvent vivre sans conflits excessifs avec leur pratique religieuse et leur identité », en insistant sur le fait que « les barrières à la participation égale à la société n'affectent pas seulement la présence des musulman-e-s dans l'espace public, mais également leur identité fondamentale ».

L'adhésion à ces idées, et leur promotion par une des personnalités les plus importantes de l'UE soulève évidemment la question de l'emprise de la religion dans l'organisation de la vie publique et dans la politique, et plus précisément, elle s'attaque au principe de la séparation entre la sphère publique et politique et la sphère privée<sup>5</sup>. En ce qui concerne l'État français, cette initiative a été dénoncée comme portant atteinte au principe de laïcité. Le fait qu'elle soit portée officiellement par l'UE alerte sur la responsabilité des autorités européennes quant à la pénétration et à l'influence de ces idées et de ces pratiques, ainsi que sur les dérives possibles<sup>6</sup>.

**Nicole MEDJIGBODO**

1-Titre de l'article de *La Croix* du 09/09/2019 : *L'union européenne crée un « Erasmus de la religion »* [<https://www.la-croix.com>]. Cf. aussi : <https://www.marianne.net/societe/l-union-europeenne-lance-un-erasmus-des-religions-farouchement-anti-laïque>.

2-De son adhésion aux Jeunesses communistes italiennes à sa participation au gouvernement de Matteo Renzi, on retiendra que son mandat actuel vient de s'achever le 1<sup>er</sup> novembre 2019. On peut alors s'interroger sur l'opportunité d'une telle initiative en fin de mandat.

3-Voir son discours : *Speech by High Representative/Vice-President Federica Mogherini at the launch of the initiative "Global Exchange on Religion in Society"*. <https://eeas.europa.eu/headquarters>. La mise en pratique sera confiée à une organisation dans le cadre d'un appel d'offres ouvert ; le programme sera financé par *The Partnership Instrument*, dont le budget 2014-2020 est de 954 millions d'€.

4-Voir l'interview de l'historien Rémy Madinier : *Pancasila ou laïcité ? Quand l'Etat se mêle de religion*. *LEPETITJOURNAL.com* 06/02/2018

5-F. Mogherini déclarait déjà dans un discours du 25 juin 2015 : « Je n'ai pas peur de dire que l'Islam politique devrait faire partie du tableau. La religion joue un rôle en politique - pas toujours bon, mais pas toujours mauvais. Ce qui fait la différence est que le processus soit démocratique ou pas ».

6-Lire en particulier la très forte mise en garde du **Comité Laïcité République** : *Non au contrôle religieux sur les sociétés au sein de l'UE*, 27/09/2019, <http://www.laicite-republique.org>



## Abandon du projet EuropaCity : belle victoire écocitoyenne mais restons vigilant-e-s !



Le jeudi 7 novembre, à l'occasion du troisième conseil écologique, conseil des ministres restreint dédié à la transition écologique, E. Macron a annoncé officiellement l'abandon du projet EuropaCity. Il était temps car les travaux devaient commencer en ce début novembre ! Un complexe qui était censé ouvrir en 2027 à Gonesse dans le Val-d'Oise : 500 boutiques, des bureaux, des hôtels, des installations culturelles et de loisirs dont un parc aquatique et même une piste de ski, projet cofinancé à hauteur de 3,1 milliards d'euros par le groupe de distribution Auchan et la société immobilière chinoise Wanda. Pour véhiculer les 30 millions de visiteurs prévus par an, une gare sur la future ligne 17 du Grand Paris Express devait être construite à 1,7 km des premières habitations. Le complexe devait occuper 80 ha du « Triangle de Gonesse », espace de 750 ha situé entre les aéroports de Roissy et du Bourget où la construction d'habitations est interdite à cause du bruit (je confirme : impossible d'échanger quand un airbus passe au-dessus du pique-nique en été). En revanche, il s'agit de terres agricoles limoneuses particulièrement riches très appréciées des agriculteurs. Dernière zone agricole en proche banlieue parisienne, l'artificialisation des sols détruirait leur richesse agronomique, leur rôle d'absorption des pluies et de régulation climatique locale, sans oublier l'impact sur la faune et la flore.

### Ce projet depuis son avènement, il y a dix ans, a eu ses partisan-e-s et ses détracteurs/trices.

Il divise élu-e-s et citoyen-ne-s. D'un côté, le maire de Gonesse (PS) et des habitant-e-s, des élu-e-s de droite comme de gauche, des associations pour l'insertion professionnelle y voient l'opportunité de créer 10 000 emplois dans un des secteurs les plus défavorisés d'Île-de-France. Un sondage commandé par Auchan (et dénoncé publicité mensongère par ses détracteurs) révèle que 81% des personnes interrogées, résidant autour du futur parc d'activités Europacity, s'y déclarent favorables. Mais côté 93, c'est le maire d'Aulnay-sous-Bois (PR) et un collectif de résident-e-s et de commerçant-e-s « Europasdutout » qui estiment que le projet détruira plus de 8 000 emplois dans un périmètre de 20 km et concurrencera les centres commerciaux d'alentour déjà moribonds, on le sait.

Le collectif pour le « Triangle de Gonesse », CPTG, regroupent les opposant-e-s au projet d'artificialisation des terres agricoles. Ils/elles proposent de « développer un véritable pôle d'innovation agricole, capable de fournir les villes des environs en produits frais et de qualité, d'être le laboratoire de l'agriculture péri-urbaine de demain, avec céréales et « maraîchage bio ». Le projet CARMA les réunit : Coopération pour une Ambition Rurale et Métropolitaine d'Avenir, garantissant des emplois pérennes et innovants.

### Quel avenir pour le triangle de Gonesse ?

Bernard Loup, président du collectif CPTG, salue la décision d'E. Macron d'abandonner le projet. « Ce grand projet inutile et imposé, qui tablait sur une explosion du trafic aérien à l'aéroport de Roissy, était en complète contradiction avec les discours du président de la République sur l'urgence écologique. Le temps n'est plus aux grands temples du consumérisme et à l'artificialisation des terres. ». Reste à voir ce que le gouvernement entend par « un projet alternatif, mixte et moderne », sachant que pour l'instant le projet de « gare en plein champs pour Auchan » n'est pas abandonné. Il ne suffit pas de renoncer au méga-complexe, il ne faut pas urbaniser la zone. La mobilisation va se poursuivre pour obtenir la suspension des travaux de la gare et l'ouverture d'une concertation afin de réaliser un projet ambitieux pour la banlieue nord.

*Danièle CLAYETTE et Marie-Claude DIAMANTIS*



### **Billet d'Humeur !**

#### **Parler à tou-te-s les Français-e-s, surtout ceux et celles de droite !**

Le choix du Président de la République de s'adresser à une partie de la population estampillée à droite, voire à l'extrême-droite, par l'intermédiaire de l'hebdomadaire Valeurs Actuelles n'est malheureusement pas anodin. La mise en place de la réforme de l'assurance chômage va plonger dans un peu plus de pauvreté des centaines de milliers de Français-e-s. La polémique autour du foulard, qui permet de parler d'autre chose que des sujets qui fâchent (Lubrizon, SNCF, hôpital public, réforme des retraites, dégradation des conditions de travail...), stigmatise et tend à marginaliser une partie de la population qui ne fait pas partie des plus riches. Le début de l'acte 2 de ce quinquennat, qu'on nous annonçait comme apaisé ne fait que renforcer ce que nous savions dès l'élection d'E. Macron : ce gouvernement mène une politique néfaste pour les travailleurs et travailleuses de ce pays. **Il est temps de réagir !**



**Martine STEMPER**

## En quelques chiffres...

Lus dans la presse ou entendus sur les ondes, tournant en boucle ou rapidement mis de côté, voici les chiffres qui ont émaillé la matinée du jeudi 7 novembre 2019 :

- 1606 migrants des camps de La Chapelle et de Saint-Denis ont été évacués par les forces de l'ordre au petit matin ; 600 policiers ont encadré cette opération, soit 1 policier pour 2,7 migrants...  
Quel « généreux » taux d'encadrement ! C'est la 59<sup>e</sup> opération de mise à l'abri de ce type depuis 2015 !  
On ne peut qu'être sceptique quant à l'efficacité de cette solution... Quid de l'hébergement pérenne ???
- 58 suicides ont été recensés au sein de l'Éducation nationale pour l'année 2018-2019, 11 depuis septembre 2019, chiffres divulgués lors du CHSCT extraordinaire qui s'est tenu le mercredi 6 novembre.
- 20 % des agriculteurs n'ont dégagé aucun revenu en 2017 !
- En 2018, le nombre des pauvres a augmenté de 500 000. Les pauvres sont de plus en plus nombreux représentant 14,7 % de la population et, selon le Secours catholique, plus de 50 % d'entre eux sont des femmes.
- Et sur ce fond de misère et de détresse, une nouvelle « revigorante » : le salaire moyen des patrons du CAC 40 a battu un nouveau record : 5,77 millions d'euros, soit 277 fois le montant du SMIC mensuel !

*Et le fameux ruissellement dans tout ça ? Évaporé sans doute pendant la canicule de l'été dernier.*



**Monique BAUDEQUIN**

## Les conférences de Paris

Le S1 des retraité-e-s de Paris organise chaque année un cycle de conférences auxquelles nous sommes chaleureusement invité-e-s. **Alors, à vos agendas !**

**Lundi 2 décembre - 14h00**

**Crise du capitalisme et mondialisation par Gilbert RICARD**

Bourse du Travail - Salle Léon Jouhaux - 67 rue de Turbigo - Paris 3<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Arts et Métiers)

**Lundi 10 janvier - 14h00**

**Actualité de l'ex-RDA par Nicolas Offenstadt**

Lycée Claude Monet 1 rue du Dr Magnan (M<sup>o</sup> Olympiades)

**Lundi 20 janvier - 14h00**

**Thème à préciser sur la santé par Nicolas DA SILVA**

Bourse du Travail - 3 rue du Château d'Eau- Paris 10<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> République)

**Lundi 2 mars - 14h00**

**Les retraites vues de l'OIT par Bernard THIBAUT**

Lycée Claude Monet 1 rue du Dr Magnan (M<sup>o</sup> Olympiades)

**Lundi 23 mars - 14h00**

**Autour du mot « Peuple » par Gérard NOIRIEL**

Lycée Claude Monet 1 rue du Dr Magnan (M<sup>o</sup> Olympiades)

## Trois jours dans le Berry Sud, les 13, 14 et 15 mai 2020

Le programme de ce séjour a été publié dans notre précédente circulaire.

Quelques précisions :

**Coût du séjour : moins de 250 euros hors transport** ; logement en chambre double (supplément demandé pour les chambres individuelles) ; organisation du covoiturage... **Il reste encore quelques places disponibles** (il y a à ce jour 18 inscrit-e-s). **Ne tardez pas à vous inscrire.** Je dois réserver l'hôtel à l'avance, sachant que le festival George Sand à Nohant a lieu dans la même période. N'hésitez pas à nous contacter pour obtenir des informations complémentaires.



### Trois jours dans le Berry Sud

- les 13, 14 et 15 mai 2020 -

à envoyer à Jean-Claude CHARLES, 32 rue de la Chapelle -77590 BOIS LE ROI

Chèque acompte de 100 € à l'ordre du SNES CRETEIL

(le solde sera demandé par la suite)

Nom ..... Prénom.....

Nombre de personnes ..... Montant du chèque.....

Adresse .....

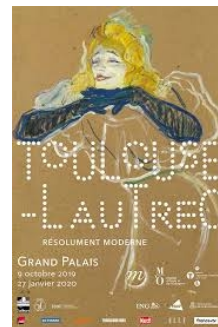
Adresse électronique .....

Téléphone portable .....

## Exposition Toulouse-Lautrec au Grand Palais le 13 janvier 2019

**Vous pouvez déjà vous inscrire !**

Enfin une grande rétrospective pour ce peintre connu du monde de la nuit parisienne...L'exposition souhaite apporter un regard nouveau et mettre à mal certaines idées reçues sur l'artiste : un certain mépris des valeurs de sa classe, une indifférence marquée pour le marché de l'art et son immersion dans la nuit parisienne... Deux cents œuvres d'un artiste tout à fait singulier qui a réussi à représenter avec force « la vie présente » selon les termes employés par le commissaire de l'exposition. Toulouse-Lautrec, dans un style souvent incisif et caustique ne se comporte jamais en moraliste. Son regard sur la vie reste empreint d'un profond humanisme. On pourra aussi découvrir le rapport de l'artiste à la photographie et une partie de sa correspondance, notamment avec Monet, Degas ou Forain. Un grand moment en perspective...



### Exposition Toulouse-Lautrec

- 13 janvier 2020 -

à envoyer à Annick JANOIR - 223 Quai Galliéni - 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

Chèque de 24 € par personne (9 € si vous êtes titulaire de la carte Sésame) à l'ordre du SNES CRETEIL

Nom ..... Prénom.....

Nombre de personnes ..... Montant du chèque.....

Adresse .....

Adresse électronique .....

Téléphone portable .....

# MUSEE DU CHOCOLAT

Vendredi 13 Décembre 2019 (tarif : 9 € par personne)



**INSCRIPTION IMPERATIVEMENT AVANT LE 6 DECEMBRE**

**Nombre de places limité à 24**

**La visite du musée :**

- L'Atelier de Dégustation : surprenez vos sens lors d'une dégustation de 4 bonbons de chocolat.
- Le Parcours Découverte : voyagez dans l'histoire du chocolat, tous nos secrets vous seront dévoilés.
- Le Laboratoire des Chocolatiers : rencontrez nos chocolatiers qui partageront avec vous leur passion pour le chocolat.

**Rendez-vous à 14h30**

**28 Boulevard BONNE NOUVELLE- Paris 10<sup>e</sup>**  
métro Bonne Nouvelle ou Strasbourg Saint-Denis  
bus : 20, 39, 48

**Pour plus de renseignements concernant cette sortie, vous pouvez me contacter :**

01 60 17 76 55

07 85 70 99 15

[michel.stemper@wanadoo.fr](mailto:michel.stemper@wanadoo.fr)



***Musée du chocolat***

- 13 décembre 2019 -

**à envoyer à Michel STEMPER - 20 allée de la Frambourg - 77200 TORCY -  
Chèque de 9 € à l'ordre du SNES CRETEIL**

**Nom** ..... **Prénom**.....

Nombre de personnes ..... Montant du chèque.....

Adresse .....

Adresse électronique .....

Téléphone portable .....